

tres prêts pour des motifs supposément d'ordre économique. Les crédits à court terme des banques privées ont graduellement diminué sous le régime Allende, mais en 1973 le pays avait quand même réussi à en obtenir pour 35 millions de dollars.

Dans son dernier discours du budget, le ministre des Finances du gouvernement déchu s'est vanté du fait que la baisse des subventions en provenance des États-Unis avait été plus que compensée par l'aide et les crédits obtenus des pays «socialistes», de l'Europe de l'Ouest et d'autres pays d'Amérique latine. Il est certain que le manque de crédits causa de graves soucis au gouvernement Allende, surtout dans le domaine des pièces de rechange, mais il est difficile de démontrer dans quelle mesure il a joué un rôle essentiel. Par contre, l'impression illimitée de papier-monnaie et l'épuisement des réserves de devises étrangères ont eu un impact beaucoup plus grand, et ces politiques furent adoptées bien avant que ne surgissent les problèmes liés au crédit.

Le «peuple» appuyait Allende

Comme nous l'avons dit précédemment, le président Allende n'a jamais eu l'appui de la majorité. Des études portant sur les élections démontrent que, dans certaines régions, il a obtenu les suffrages d'une majorité de gens à faible revenu. Au Chili, les hommes et les femmes votent dans des bureaux distincts, et les résultats sont publiés séparément. Il n'a jamais obtenu des femmes un appui majoritaire, même parmi les classes défavorisées, et il a connu une très forte opposition de la classe moyenne, des professionnels et d'autres groupes de la petite bourgeoisie. Les électeurs de la région des mines de cuivre de Chuquicamata n'ont pas voté pour lui en 1970, et la longue grève des mineurs de El Teniente en 1973 a été un des éléments qui ont contribué à son renversement.

Allende était un social-démocrate

On avait en Europe l'impression que Salvador Allende avait des vues semblables à celles des sociaux-démocrates européens, mais on se leurrerait. Politicien fort de plus de 35 ans d'expérience dans le domaine du parlementarisme chilien, M. Allende était aussi un marxiste convaincu et partisan de la révolution. Il vénérât Che Guevara et était bon ami de Fidel Castro. Tout en prêchant l'instauration du socialisme dans la légalité, il n'en avait pas moins pris des cours de formation dans le maniement des armes; il est mort des balles d'une arme automatique que lui avait donnée Castro, et il n'a rien fait pour empêcher la mise sur pied d'une

armée parallèle gauchiste en vue de la confrontation qu'il jugeait inévitable — prophétie qui s'est d'ailleurs réalisée.

La solution démocratique évidente à la polarisation croissante du Chili, comme le pensaient les communistes de la coalition d'Allende ainsi qu'une certaine fraction du parti démocrate-chrétien dans l'opposition, résidait dans une coalition de centre-gauche qui aurait exclu les extrémistes de droite et de gauche. Toutefois, ceci aurait signifié pour Allende le renversement politique de son propre parti socialiste, dont plusieurs membres étaient ouvertement partisans de la révolution. Cette coalition aurait aussi signifié pour les démocrates-chrétiens une diminution du nombre de leurs électeurs en faveur de l'aile droite du parti National. Il est tragique qu'aucun effort n'ait été tenté pour régler ces problèmes au début de l'administration Allende, quand cela était encore possible; seules de faibles tentatives ont été faites quand presque tout était perdu. On assista alors à l'effondrement de la *convivencia* démocratique qui avait permis à la démocratie constitutionnelle chilienne de survivre depuis 1833 (sauf pour deux interruptions), à la course aux armes dans les deux camps et, en fin de compte, à l'intervention militaire.

Le coup d'État militaire du 11 septembre ne fut ni une ultime tentative de défense contre le totalitarisme marxiste ni une rupture fasciste et réactionnaire avec de pacifiques institutions socialistes. Ce fut plutôt le résultat peut-être quasi inévitable de politiques économiques et d'une impasse politique qui empêchaient, à toutes fins utiles, la majorité de gouverner dans la légalité.

Réagissant contre les excès du régime Allende, la junte a restitué les terres et les usines illégalement occupées, levé le contrôle des prix sauf sur les articles essentiels, dévalué et récemment réévalué l'*escudo* à un taux raisonnable. Mais elle a suspendu le Congrès et les partis politiques. Elle a aussi proclamé «l'état de guerre», qu'elle invoque pour justifier la censure de la presse, la détention indéfinie de la plupart des chefs du gouvernement Allende, l'arrestation et l'emprisonnement d'ennemis véritables ou présumés du régime.

Pendant ce temps, les fabricants de mythes de la droite et de la gauche s'affairaient à rééditer l'histoire récente du Chili, et font en sorte qu'il devient de plus en plus difficile d'établir objectivement quelles furent les causes de l'effondrement d'une des rares démocraties constitutionnelles qui existaient encore dans le Tiers monde.